**Recherche des erreurs du passé en Guinée**

Le CNRD nous a dit depuis les premières heures de sa prise du pouvoir en Guinée, qu’il ne tombera pas dans les erreurs du passé. Depuis cette annonce beaucoup de Guinéens qui prennent la parole soit à leur nom personnel, soit au nom de partis politiques ou d’organisations de la société civiles qu’ils représentent, conseillent à la junte du Colonel Mamady Doumbouya d’éviter de tomber dans les erreurs du passé. Ce qui est inquiétant c’est que personne n’a encore tenté d’identifier ces **erreurs du passé pour les mettre sur la table** afin de permettre à la junte de les éviter.

Selon le dictionnaire **l’erreur est l’acte de l’esprit qui tient pour vrai ce qui est faux et inversement**, c’est l’état **d’une personne qui se trompe**.

Les guinéens ont commis des erreurs voir même des fautes de l’indépendance à nos jours. La faute selon le dictionnaire, **est le manquement à la règle morale, au devoir.** Ces erreurs et fautes que nous les guinéens avons commises et que continuons à commettre, ont rendu notre pays malade d’une très longue maladie qui a commencé depuis notre indépendance il y a 63 ans.

Pour traiter et guérir la Guinée malade qui est une patiente dont la maladie est chronique très compliquée, nous devons poser cette doucement sans précipitation, un diagnostic adéquat, chercher les véritables causes profondes de la maladie, prescrire les ordonnances et passer aux soins. Ce processus puisque nous avons aujourd’hui l’opportunité de le faire avec le CNRD, doit nous requérir le maximum de temps nécessaire pour guérir notre pays de ses maux.

Pour revenir aux erreurs du passé qui vont être répertoriées dans le cadre du diagnostic essayons d’énumérer quelques –unes qui sembles être essentielles.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Erreur ou fautes commises** | **Périodes** | **Conséquences**  | **Responsables** | **Proposition de corrections** |
| 1 | La banalisation de la vie et des biens du guinéen | De l’indépendance en 1958 à nos jours | Tous les régimes qui se sont succédé ont systématiquement violé les droits de l’homme, ils ont tué, blessé, détruit des biens des citoyens dans une impunité totale qui continue à persister jusqu’ici. Il n’y a eu aucun jugement en 63 ans en faveur des victimes de tous les régimes que nous avons connus. | Les gouvernements qui se sont succédé | Pour cette fois-ci juger les dignitaires du régime défunt et condamner les coupables et relaxer les innocents. Réactiver et traiter les anciens dossiers du camp Boiro des victimes de Juillet 1985, de 2006-2007 et celui des massacres du 28 Septembre 2009. |
| 2 | La faveur accordé au candidat Alpha Condé au détriment des autres lors des présidentielles de 2010 organisées par la junte de la transition de l’époque | 2010 | Un candidat non méritant a été élu, des émeutes ont éclatées et la répression a fait de nombreux morts, de blessés et d’importants dégâts matériels et voilà que le déclaré élu a déçu tous les espoirs pour s’ériger en dictateur et déprédateur de l’économie pour nous conduire à la catastrophe que nous vivons actuellement | La junte et le gouvernement de transition de l’époque | Créer les conditions d’élections libres et transparentes acceptées de tous pour que les résultats des urnes reflètent réellement le vote des populations. |
| 3 | L’organisation en 2010 des présidentielles avant les législatives | 2010 | Le président élu a eu la possibilité de forcer pour avoir la majorité au parlement qu’il a caporalisé et manipulé durant tout son règne. | Les partis politiques pressés d’aller aux présidentielles et la junte qui a cédé aux pressions  | Faire élire l’assemblée nationale, organiser les élections locales avant de passer aux présidentielles  |
| 4 | La culture qu’ont les guinéens de considérer que tout dirigeant, qu’il soit élu ou nommé, a le droit de disposer et d’en faire ce qu’il veut des lois et des biens du pays ou de la circonscription ou du service qu’il dirige | De 1958 à 2021 | Nos dirigeants à tous les niveaux, politique, social administratifs et économiques deviennent facilement des dictateurs que nous contribuons nous-mêmes à fabriquer. Ainsi ils font du bien commun et des lois du pays ce qu’ils veulent | Tous les guinéens avec en tête les intellectuels et la majorité des religieux surtout musulmans | Sensibiliser les populations pour leur faire comprendre que les dirigeants ont le devoir de les servir et non le droit de se servir d’eux des biens et des lois du pays à leurs seuls profits |
| 5 | L’observation sans limite de la tolérance et de l’impunité à l’endroit de chaque régime qui tombe sans jamais juger les dignitaires coupables | De 1958 à nos jours | Chaque nouveau régime est ainsi encouragé à violer la loi et à faire des dérives sachant que l’impunité lui est garantie à l’avance  | Les responsables des nouveaux régimes et la justice | Procéder après la chute de chaque régime au jugement des dignitaires coupables de crimes et de délits économiques pour donner un signal aux dirigeants du nouveau régime qui s’installe |
| 6 | La concentration de l’ensemble des pouvoirs politique, administratif et financier dans les mains d’une seule personne appelé Président de la république. | De 1958 à nos jours | Il est le seul décideur, il nomme comme il veut et qui il veut à tous les hauts postes de l’administration, des forces de défense et de sécurité etc. Ainsi il a la pleine possibilité de faire de l’ethnocentrisme, du copinage, de la corruption de la caporalisation des institutions républicaines et même religieuses. Il devient facilement un dictateur. | Les intellectuels surtout ceux qui ont eu la charge d’élaborer les constitutions que le pays a connu. | Instaurer le régime parlementaire à la place de celui présidentiel que le pays a toujours connu pour permettre à l’assemblée nationale de mieux contrôler l’exécutif. Réduire au minimum les pouvoirs du président de la république pour renforcer les institutions républicaines et les pouvoirs régionaux. |
| 7 | La concentration de tous les pouvoirs politique, administratif, économique et financier dans la capitale avec abandon total des régions. | Depuis toujours | Les régions qui auraient pu être des pôles de développement et qui auraient retenu de nombreux jeunes candidats à l’exode rural et à l’émigration, sont abandonnées à elles-mêmes et ravitaillent continuellement la capitale, les grandes villes et l’extérieur du pays en vagues de jeunes à la recherche du bien -être. L’intérieur du pays se vide continuellement de ses bras valides pour créer dans les villes, des masses de chômeurs très difficiles à gérer. | Le gouvernement et l’assemblée nationale | Fédéraliser le pays, rendre les régions autonomes, faire élire les gouverneurs avec des conseils de gouvernorat délibérants. Repartir le budget national entre les régions en tenant compte de leur population et de leur étendue pour que chacune d’elle s’occupe de son propre développement. Laisser chaque gouverneur nommer les préfets et les sous-préfets dans sa région et faire élire des parlements régionaux qui alimenteront l’assemblée nationale.Le gouvernement va s’occuper seulement des projets qui concernent à la fois deux ou plusieurs régions à la fois. |
| 8 | Le silence coupable et la complicité souvent active de la société guinéenne et surtout de la justice du pays devant les dérives ethnocentristes, régionalistes, affairistes et corruptives des politiciens et des pouvoirs qui se sont succédés à la tête du pays. | Surtout de 1984 à 2021 | Les dirigeants se sont permis de faire toutes les dérives, violations des lois de la république, des droits de l’homme, utilisation de l’ethno stratégie, du régionalisme, de la corruption et détournements des ressources qui devaient servir au développement du pays. | La société Guinéenne et surtout la justice | Sensibiliser la population pour l’amener à surveiller et à dénoncer les comportements indélicats des dirigeants qui dérapent et mettre en place une justice indépendante non inféodée |
| 9 | L’utilisation abusive en violation de la loi des biens humains, matériels et financiers de l’Etat par chaque parti au pouvoir lors des élections tant locales que nationales | Surtout depuis 1993  | Les caisses de l’Etat se vident à chaque échéance électorale et les populations en font les frais par une hausse du coût de la vie due à l’augmentation fantaisistes des impôts et taxes par les gouvernants. Les partis candidats n’ont pas les mêmes chances pour les élections | Le gouvernement et la justice | Appliquer la loi et sanctionner tout parti au pouvoir qui utilisera les biens de l’Etat dans une campagne électorale |

Voilà quelques erreurs que j’ai pu répertorier avec quelques pistes de corrections. J’invite chacun de mes compatriotes à réfléchir pour rendre la liste exhaustive pour aider le CNRD à mieux connaître les erreurs du passé qu’il promet d’éviter.

**Elh Ibrahima Diallo**

**Agent de développement**